



## Lettre ouverte aux administrateurs de l'ONERA

A la signature du COP 2017-2021, par l'État et l'ONERA, prévoyant entre autre une diminution importante des effectifs dans la continuité des années précédentes, les organisations syndicales ont fait part de leur opposition à ce contrat qu'il était impossible de tenir sans dégâts humains : augmenter la production, en particulier contractuelle, tout en diminuant les moyens humains revient à vouloir augmenter la productivité de personnels qui ne le peuvent plus et qui n'en peuvent plus !

Aujourd'hui, nous constatons l'impossibilité de remplir nos objectifs dans des conditions acceptables. Alors que les RPS sont à un niveau élevé, avec de nombreuses enquêtes en cours, la pression et la situation s'aggravent. Le centre de Modane a fait grève en juin dernier pour dénoncer un manque de moyens humains et l'impossibilité de répondre à leur charge de travail, la Direction des systèmes d'information est en souffrance, la direction des achats est en souffrance, la direction de la sûreté, de la sécurité et de la qualité est en souffrance, etc. Tous ces services ne peuvent plus répondre à leurs objectifs avec comme point commun une charge de travail trop élevée et pas d'embauche à un niveau suffisant (respect du COP oblige).

Les répercussions du COP sur les départements scientifiques sont d'autant plus fortes que, eux aussi, subissent les baisses d'effectifs : la population des techniciens est en voie d'extinction, ceux qui restent subissent, les équipes ne savent plus comment gérer le travail expérimental, les travaux sont menés dans des conditions de risques psychosociaux et sécuritaires très élevés, les embauches d'ingénieurs sont elles aussi insuffisantes, les retards de livraison augmentent et certains départements en sont même à refuser des sollicitations de contrats et des travaux demandés par la DGA !

Dans ce contexte, avec l'alourdissement et l'allongement des procédures sécuritaires - la DGA doit impérativement et rapidement traiter les problèmes liés à la classification de l'ONERA en Zone à Régime Restrictif - avec l'augmentation des procédures qualités et celles liées à la réorganisation, avec le plan de rénovation des souffleries et le projet immobilier en IdF, nous vous le disons, cela va exploser !

Devant la gravité de la situation, nous estimons qu'il est du devoir et de la responsabilité de la direction et de ses tutelles de changer de cap.

Les organisations syndicales interpellent donc les administrateurs de l'ONERA. Chacun d'entre vous, autour de cette table, est responsable de la situation actuelle et chacun serait responsable en cas d'accident grave et pas seulement le Président de l'ONERA. Il est temps d'intervenir. Nous ne voulons plus voir des collègues s'effondrer, pleurer devant nous parce qu'ils n'en peuvent plus. C'est la raison pour laquelle vous avez aujourd'hui face à vous une délégation intersyndicale des représentants du personnel qui vous demandent formellement d'interrompre immédiatement la baisse des effectifs prévue au COP et d'engager un plan d'embauche en adéquation avec les besoins.